



Groupe de travail fédéral « Politiques de santé » élargi

COMPTE-RENDU de la réunion du 4 avril 2022 sur la question des services d'urgences en difficulté

Présents :

CH de Pontoise, CH de Guéret, CHU de Tours, CH de Cherbourg, CH de Lodève, CH de Valognes, CH de Vendée Luçon, CH de Clamecy, CHU de Nice (l'Archet), CH de Draguignan, CH de Marmande, USD 63, USD 53, CH d'Arcachon, CH de Lambert, CH La Roche sur Yon, CHU de Nantes, USD 04, CH Sète/HBT, USD 95, CH de Douasbin / 2 médecins urgentistes / 3 membres de la CE Fédérale

Synthèse des échanges :

La situation s'aggrave de semaine en semaine. Le système est en train de s'effondrer puisque ce sont aujourd'hui des grands établissements qui sont touchés. Les urgences de l'hôpital d'Orléans sont fermées. Elles n'accueillent plus que les urgences vitales puisqu'une grande partie du personnel est en arrêt maladie du fait de leur épuisement et des difficultés de fonctionnement.

Aux urgences de Strasbourg, un patient est mort d'une hémorragie digestive sur un brancard après plus de 12h00 d'attente. On ne parle pas d'un petit service d'urgences, on parle de la « capitale » du Grand Est. C'est parmi les plus grands hôpitaux français que ça craque. C'est un argument de plus pour contester la fermeture des hôpitaux de proximité. Car quand on ferme les petits hôpitaux, on reporte l'activité sur les hôpitaux qui restent, et ils craquent eux aussi, avec un effet « domino ».

A Laval, l'annonce des onze nuits de fermetures des urgences du centre hospitalier pour le mois d'avril continue d'inquiéter.

Le constat est tellement gravissime sur ce qui se passe sur les urgences qui sont la porte d'entrée de l'hôpital. De plus, les difficultés ou fermetures dans les services

impactent l'activité d'autres services (radiologie, chirurgie...) puisqu'ils sont interdépendants. On ne peut plus assurer nos missions !

Il y a des initiatives, des zones de résistances qui se mettent en place dans certains territoires. Mais ce n'est plus suffisant ! Maintenant, nous avons besoin de relier toutes les résistances et toutes les volontés éclatées sur l'ensemble du territoire.

On a intérêt à davantage mettre cette situation sur la place publique et à élargir. On a besoin des personnels, on a besoin de la population, on a besoin des élus locaux, on a besoin des collectifs qui existent, tout en étant la force motrice du rassemblement !

Au niveau national, nous avons organisé deux réunions (les 7 mars et 4 avril) avec de très nombreux syndicats CGT d'établissements où les urgences ferment ou sont en difficulté. Il en est ressorti la volonté de construire une mobilisation ou pour être plus précis de « réussir » une mobilisation. Pas simplement de rendre visible le problème, mais bien pour être le plus nombreux possible, pour bloquer cette politique et pour obtenir des avancées.

Il faut faire les choses calmement pour réussir à mettre en grève le maximum de services d'urgences le même jour, et mettre dans la rue le maximum de monde le même jour. Que ce ne soit pas un baroud d'honneur uniquement sur quelques revendications, tel un ultime combat d'une guerre perdue, mais qu'on soit la masse qui refuse cette situation.

Ce qui va compter, ce n'est pas la date, ce n'est pas le lieu... Ce qui est important c'est le travail en amont, le travail de préparation déterminé et acharné pour la réussir. Pour que ce jour là tous les journaux en parlent, pour que ce jour là le ministère soit obligé de nous recevoir, pour que ce jour là le ministère soit obligé de nous répondre, pour que ce jour là les urgentistes qui subissent se disent « on embraye sur un mouvement dur ! ».

Et c'est tout ce travail de fourmi, tout ce travail de tous les jours avant que la date soit posée, qui est le plus important. Ce n'est pas la date, ce n'est pas le tract fédéral, ce n'est pas le parcours le plus important.

Oui, c'est ce travail de préparation, de recensement, de mise en lien, de construction du cahier revendicatif, d'élargissement pour créer le maximum de synergies convergentes que nous sommes en train de mener, pour que le jour où est décidée une date, nous soyons tous prêts !

Car si on arrive à faire bouger les urgences, ensuite, on pourrait enchaîner avec les autres services. Les urgences sont la porte d'entrée de l'hôpital, mais elles peuvent être aussi la porte d'entrée d'une mobilisation générale de grande ampleur !

Suivi des propositions et actions à mettre en oeuvre :

- Le 4 pages pour rappeler nos revendications sur les services d'urgences a été rédigé et transmis au secteur Revendic de la Fédération pour mise en page
- Continuer le recensement des services d'urgences fermés partiellement, occasionnellement ou totalement
- Rédiger une note pour les USD, coordinations régionales et tous les syndicats
- Travailler sur un document afin d'aider à la construction de cahiers revendicatifs dans les services d'urgences
- Continuer à créer le lien entre nous et élargir le groupe « CGT Urgences » sur WhatsApp
- Porter à la prochaine Commission Exécutive Fédérale (CEF) la proposition d'une date de mobilisation (sachant que la CEF du mois d'avril a été annulée, suite au congrès Fédéral).